

UN BUDGET POUR LE RESTE D'ENTRE NOUS



CCPA
CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral 2012

Dix solutions pour un budget fédéral qui serve les intérêts de tout le monde

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL a prévu cette année une austérité fiscale. Mais l'austérité tend à fragiliser l'économie, comme on l'a vu en Europe où son imposition a replongé les pays en récession, causé l'augmentation du chômage et creusé les déficits et les dettes des États.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral propose un plan qui va à contre-courant de l'austérité pour miser plutôt sur les retombées des mesures suivantes : une relance économique durable, une productivité accrue, une stimulation de l'investissement privé et la création d'emplois à forte valeur ajoutée dans des secteurs qui augmentent la qualité de vie et réduisent les inégalités.

1 | Réduire la pauvreté et les inégalités

Les inégalités atteignent présentement un sommet au Canada : elles sont au niveau le plus haut en trente ans et augmentent désormais plus rapidement qu'aux États-Unis. Ces inégalités devraient préoccuper le gouvernement pour de multiples raisons : le 1% des Canadiens les plus riches accapare maintenant une part de la richesse aussi grande que durant les années 1920, la classe moyenne voit ses revenus stagner depuis près de 20 ans, son endettement prend des proportions inquiétantes et près de 10% des gens, dont de nombreux enfants, vit dans la pauvreté. Le taux de pauvreté est plus élevé chez les femmes et les minorités culturelles et les Premières Nations.

L'Alternative budgétaire de cette année est fondé sur un plan de réduction de la pauvreté au Canada de 25% en cinq ans et de 75% en dix ans. Il consiste à rétablir le rôle du gouvernement fédéral dans le contrôle des inégalités en l'amenant à redistribuer la richesse produite. Ce plan solidifie le filet social et améliore les services publics.

2 | Rétablir une fiscalité plus progressive

Les coupures d'impôts et les échappatoires fiscales priviliégiant les plus fortunés ont accru le déficit budgétaire du Canada, un déficit qui sert maintenant de prétexte pour sabler dans les services publics à la population.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral propose des réformes visant à rétablir une fiscalité plus juste et protéger les services publics. Il demande au 1% le plus riche de la population, qui bénéficie aujourd'hui des taux d'imposition les plus bas en 80 ans, de contribuer sa juste part au redressement de l'économie.

3 | Exiger des entreprises une juste contribution à l'impôt

Les baisses d'impôts consenties par le gouvernement Harper ont un prix très lourd : entre 2006 et 2013-14, elles coûteront au total 220 milliards de dollars au trésor fédéral. Cet argent pourrait pourtant servir à mettre hors de danger le système de santé et nos pensions de vieillesse.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral met fin à l'expérience ratée du gouvernement fédéral en matière d'imposition des entreprises. L'impôt des sociétés a chuté entre 2000 et aujourd'hui de 29% à 15%. Plutôt que de réinvestir les nouveaux profits comme ils l'avaient promis, les entreprises sont restées assises sur une montagne de liquidités qui atteint déjà 500 milliards de dollars.

4 | Étendre le système de santé public et créer un régime universel d'assurance médicaments

Le système de santé canadien est le programme social le plus populaire au Canada. Mais le gouvernement fédéral

doit s'assurer que tous les Canadiens et Canadiennes bénéficient d'un accès similaire aux services.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral montre comment il est possible d'améliorer le système de santé et de le développer davantage pour le rendre plus efficace et soutenable. Il met l'accent sur une réforme des soins primaires, tient compte du vieillissement de la population vieillissante et corrige les inégalités croissantes en santé. Il prévoit aussi la mise en place d'un régime universel d'assurance médicaments permettant un accès gratuit de la population démunie et un pouvoir de négociation accru avec les entreprises pharmaceutiques.

5 | Couper dans les dépenses militaires

Le Canada est devenu l'un des pays de l'OTAN qui dépense le plus d'argent par habitant pour sa défense. En fait, les dépenses militaires canadiennes sont 19% plus élevées que ce qu'elles étaient à la fin de la Guerre froide et 42% plus élevées qu'après les attentats de septembre 2001.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral réduit considérablement les dépenses militaires canadiennes. Retourner au niveau d'avant septembre 2001 et stopper la croissance des services de sécurité nationale permettra d'économiser plus de 5 milliards de dollars par année d'ici trois ans.

6 | Protéger et améliorer les retraites publiques

L'actuel régime public de pensions du Canada n'est pas assez financé pour offrir un revenu décent à la retraite. Plus des deux tiers des travailleurs et travailleuses ne bénéficient pas d'un régime complémentaire de retraite fourni par leur employeur et seulement 26% des gens admissibles à un REER ont aujourd'hui les moyens d'y cotiser.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral propose de doubler le Régime de pensions du Canada (RPC) et d'augmenter les prestations de Supplément de revenu garanti (SRG) et de Sécurité de la vieillesse (SV). Ces mesures aideraient à éliminer la pauvreté des personnes âgées, particulièrement chez les femmes. L'Alternative budgétaire montre comment le Canada peut améliorer son régime public de pensions par le biais de la fiscalité et sans repousser l'âge de prise de la retraite.

7 | Financer le logement social

Le gouvernement fédéral a, depuis quinze ans, considérablement abaissé sa participation au financement du logement social. Les villes et les villages en ont subi de graves conséquences. Les locataires connaissent des hausses de loyer très élevées et nombre de personnes démunies éprouvent de graves difficultés à trouver un logement adéquat.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral propose que l'on investisse 2 milliards de dollars pour créer des logements sociaux. Non seulement ces logements bénéficieront-ils à ceux et celles qui les habiteront, mais leur construction sera une source d'emplois.

8 | Investir dans la qualité de vie des Premières Nations

Les Premières Nations vivent dans des conditions inacceptables, bien en deçà de celles du reste de la population. La moitié des Autochtones sont des enfants ou des jeunes adultes. En l'absence de mesures immédiates, c'est une génération complète qui pourrait être abandonnée à la pauvreté.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral propose des changements fondamentaux pour améliorer le niveau de vie des Premières Nations. Il prévoit des investissements de grande envergure dans les infrastructures, en santé et en éducation. L'Alternative budgétaire met aussi de l'avant l'élaboration d'une stratégie nationale visant à mettre fin aux violences faites aux femmes autochtones.

9 | Relever les défis environnementaux

Un environnement sain nous permet de rester en santé et d'améliorer notre qualité de vie. Le laxisme en matière environnementale aura non seulement des séquelles écologiques graves mais également des répercussions sociales et économiques. Les sables bitumineux et les énergies sales nous préparent un avenir bien sombre.

L'environnement occupe une place centrale dans l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral, qui propose de protéger notre eau potable et les espèces en voie de disparition, d'investir dans les énergies propres, d'appuyer la lutte aux changements climatiques dans les pays en voie de développement et de mettre fin aux subventions pour le développement des énergies fossiles.

10 | Réduire le chômage

Le marché de l'emploi canadien est morose. En décembre 2011, le taux de chômage réel au Canada était de 10,6% ce qui signifie que près de deux millions de personnes aptes au travail n'en ont aucun ou pas suffisamment. Pour les plus jeunes, la situation est de plus en plus critique : leur taux de chômage stagne au-dessus de 14% depuis 2009.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral propose la création de nombreux emplois pour mettre fin à cette situation. Pour ceux et celles qui ne trouvent pas d'emploi, il propose la réduction à 360 heures, pour tous et toutes, de la quantité d'heures travaillées pour être admissible aux prestations d'assurance-emploi.

